



HAL
open science

Le pouvoir russe face aux contradictions d'une économie rentière

Julien Vercueil

► **To cite this version:**

Julien Vercueil. Le pouvoir russe face aux contradictions d'une économie rentière. De la chute du Mur de Berlin au conflit ukrainien. Trajectoires politiques, stratégiques et économiques en Europe de l'Est, L'Harmattan, 2024, 978-2-336-41615-1. hal-04947113

HAL Id: hal-04947113

<https://hal.science/hal-04947113v1>

Submitted on 14 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le pouvoir russe face aux contradictions d'une économie rentière

VERCUEIL, Julien

INALCO

Centre de Recherches Europes Eurasie (CREE, EA 4513)

julien.vercueil@inalco.fr

Dans son acception classique, la rente est un revenu procuré par la détention exclusive d'un actif, qui excède le niveau moyen des profits. À la différence du revenu salarial, la rente rétribue la propriété (d'une terre, d'un appartement, d'un sous-sol, d'un brevet, etc.) et non pas la réalisation d'un travail. À l'échelle macro-économique et pour un pays donné, l'existence d'une rente est déterminée par son insertion internationale. En valorisant sur les marchés mondiaux les ressources dont il dispose (le plus souvent des matières premières), le pays reçoit des revenus en devises qui peuvent être considérés comme une rente si le rendement de l'actif ainsi valorisé (les gisements) dépasse significativement le niveau moyen de rentabilité des investissements productifs. Dans certaines situations, une telle rente peut représenter une part importante de la richesse produite annuellement dans le pays.

Dans le vocabulaire de la théorie de la régulation (Boyer, 2015), on utilise le terme de « régime rentier », ou « régime d'accumulation rentier », pour indiquer que le volume de la rente relativement à la capacité productive du pays est suffisamment important pour structurer son modèle de croissance à long terme. Dans le régime d'accumulation rentier, le rythme et l'orientation des investissements productifs, la construction d'infrastructures, l'affectation de l'épargne des ménages et des entreprises, les choix technologiques et parfois jusqu'à l'organisation du système de formation sont influencés par le secteur à l'origine de cette rente. Cette influence se retrouve par conséquent dans les évolutions - et parfois la structure - de la production et de la consommation nationales.

L'économie de la Russie présente un exemple de régime d'accumulation rentier. Durant les vingt dernières années et jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine, les phases de son développement économique se sont synchronisées avec celles du marché mondial des matières premières énergétiques. Dans ce chapitre, nous nous proposons de positionner l'économie russe dans le champ des économies rentières pour montrer en quoi elle en partage des propriétés essentielles mais aussi quelles en sont les spécificités, potentiellement pertinentes pour l'étude du rôle économique du leadership politique, de ses modes d'exercice et de ses limites. À cette fin nous présenterons dans un premier temps les caractéristiques courantes des économies rentières et les interactions que celles-ci font apparaître entre les sphères économique et politique. À partir d'une évaluation de l'ampleur macroéconomique de la rente en Russie, nous présenterons ensuite les effets de l'existence d'un régime d'accumulation rentier sur le pays. Utilisant la grille de lecture de la théorie de la régulation, nous présenterons enfin les ressorts et des limites du mode de régulation (que nous qualifierons de "gazpromien") de l'économie russe depuis les années 2000, placé sous les pressions successives de la montée en puissance de la rente entre 2000 et 2009 puis des chocs subis par l'économie après 2009 *via* les fortes variations de la rente.

1. Économie politique des régimes rentiers : un bref panorama des analyses en présence

Les régimes rentiers présentent des propriétés qui les distinguent nettement des autres régimes d'accumulation¹. La principale de ces propriétés est la concentration des pouvoirs économiques et politiques. Le volume de la rente peut atteindre des proportions du PIB telles que son contrôle, même incomplet, par un petit nombre d'acteurs peut déboucher sur une accumulation de ressources et de revenus sans commune mesure avec celles permises par les autres activités économiques. Cette accumulation accroît la capacité des acteurs clés à étendre leur contrôle sur de nouveaux secteurs, y compris non rentiers. Ceci pose la question du rapport entre l'économie et le politique : si la rente et ses effets cumulatifs sont exploités quasi-exclusivement par le secteur privé, la prospérité et l'expansion de celui-ci peuvent rapidement transformer sa relation avec l'administration publique au point de lui donner le pouvoir d'imposer ses objectifs à cette dernière : on parle alors de capture ou de subversion des institutions publiques et de l'État (Vercueil, 2002). Si, à l'inverse, la puissance publique prend ou conserve le contrôle de la rente, son empire sur le secteur privé peut augmenter de manière indéfinie par les mêmes mécanismes cumulatifs, qui jouent alors de manière symétrique. La limite à cette expansion est alors déterminée par le pouvoir politique lui-même, qui peut fixer par exemple un montant maximal de ressources budgétaires à affecter au contrôle de nouvelles industries de l'économie nationale. La présente section propose un bref panorama de ces régimes à travers les questions de la dynamique de concentration industrielle et du rôle du politique dans la régulation de l'économie.

Rente et concentration industrielle

Une caractéristique forte d'un régime rentier est son caractère auto-renforçant : l'abondance de ressources naturelles, les économies d'échelle et les rentes cumulatives qu'elles permettent d'exploiter confèrent un avantage à la taille et affaiblissent, à l'échelle macroéconomique, les incitations au développement d'une industrie de transformation qui permettrait de diversifier le tissu industriel. Que cette liaison soit développée dans un cadre néoclassique – suivant le modèle classique de la *Dutch Disease* (Corden et Neary, 1982) –, ou qu'elle soit envisagée dans un cadre institutionnaliste (Jomo and Rock, 1998), elle reste l'un des résultats les plus robustes de l'analyse économique des régimes rentiers. L'interpénétration des rentes primaires (des hydrocarbures) et secondaires (de certains secteurs abrités, comme le foncier (Juillet [Lipietz], 1971)), la construction et l'immobilier, ou le secteur financier (Faudot, 2014), voire parfois d'autres secteurs industriels comme la chimie-pétrochimie, renforce les dynamiques de concentration propres au secteur extractif. Elle contribue aussi aux effets d'éviction du secteur manufacturier en absorbant des ressources humaines, technologiques et financières à son détriment et en érodant sa compétitivité par la hausse tendancielle du taux de change réel qu'elle favorise.

Bien que fréquemment observée, cette liaison n'est pourtant ni systématique, ni indépassable. La possibilité que coexistent des dynamiques macroéconomiques désindustrialisantes, liées ou pas à des phénomènes rentiers - et un essor autochtone de

¹ Pour un exemple, le lecteur pourra se reporter à la caractérisation du régime d'accumulation fordiste par la théorie de la régulation (Boyer, 2015)

secteurs innovants ou performants dans les industries de transformation a été plusieurs fois démontrée. Certains régimes rentiers s'installent et se développent sans pour autant entraver totalement l'essor de secteurs innovants, illustrant la notion de « semi autonomie » sectorielle développée par les approches en termes de régulation, comme les cas de l'industrie agro-alimentaire et du secteur des services informatiques le montrent en Russie (Grouiez, Vercueil et Volkov, 2020). Cette observation permet de nuancer les prédictions par trop systématiques de la théorie néo-classique de la *Dutch Disease*, qui font des secteurs exposés non rentiers les sacrifiés obligés de la montée de la rente, ce qui entre parfois en contradiction avec des données d'observation. Ceci pose donc la question, pour les pays émergents ou en développement caractérisés par un régime rentier, de dépasser les limites imposées par leurs avantages comparatifs statiques apparents - conférés par l'abondance de ressources naturelles - en construisant des avantages comparatifs dynamiques par le développement de nouvelles compétences et capacités technologiques. Comme le montrent Jomo et Rock dans le cas d'économies d'Asie du Sud-Est, cette construction nécessite l'intervention de l'État (Jomo and Rock, 1998, p. 3).

La rente et le leadership politique

Prenant en compte le caractère cumulatif du développement des secteurs rentiers, les analyses classiques de ces régimes insistent sur le primat du politique sur l'économique (Bellal, 2011). Pour reprendre les catégories weberiennes, dans ces régimes l'autorité, c'est-à-dire le pouvoir légitime des leaders politiques, est plus souvent charismatique – reposant sur la conviction partagée que les mérites personnels du dirigeant sont décisifs et qu'ils le désignent pour diriger et représenter le pays - que rationnelle légale – reposant sur le respect, par le détenteur de la fonction d'autorité, des règles qui ont établi et entretiennent la légitimité de ses prérogatives -.

Dans les régimes rentiers, la relation entre gouvernants et gouvernés a donc tendance à prendre une forme spécifique. La rente produit une hiérarchie institutionnelle et politique (formelle ou informelle) organisée en cercles concentriques autour des acteurs qui sont parvenus à en capter la plus grande part et se sont ainsi mis en situation de la redistribuer, même partiellement. Les cercles les plus proches de ces acteurs centraux, physiquement et/ou en termes de circulation de l'information, sont ceux qui bénéficieront des retombées les plus importantes de la rente : une fois sécurisé le mode de captation de la rente, ses bénéfices politiques, symboliques et monétaires le sont également. Dans ce système hiérarchisé et concentrique, pouvoirs politique et économique s'alimentent mutuellement, mobilisant leurs ressources aux fins de se pérenniser. La longévité de certains systèmes rentiers peut être expliquée par la stabilité – entretenue avec soin, car elle reste susceptible d'être remise en cause - des compromis qui s'instituent entre les dispensateurs centraux de la rente et ses bénéficiaires secondaires.

A l'échelle macro-politique, la rente permet d'établir ou de conforter un lien direct entre le peuple et le chef de l'État lorsque ce dernier parvient à se présenter comme le principal arbitre (voire le concepteur) de la redistribution des revenus rentiers, dans un mode d'exercice de la responsabilité politique que l'on a parfois caractérisé par le terme de populisme². Cette configuration n'est pas systématique mais reste fréquente dans les

² La formation des régimes populistes a été étudiée notamment par Ernesto Laclau (2005) dans une perspective

régimes rentiers, particulièrement lorsque la rente a été captée par l'État, soit par la nationalisation des secteurs à l'origine de la rente, soit par les prélèvements fiscaux et quasi-fiscaux sur les secteurs rentiers.

Dans les régimes rentiers, le leadership politique joue donc le rôle principal dans les arbitrages nécessités par la rente. Ces arbitrages concernent des conflits de temporalités et des conflits sociaux. Les premiers opposent les objectifs économiques de court et de long termes, tandis que les deuxièmes mettent le plus souvent en présence trois groupes d'intérêt : ceux qui sont alignés sur les secteurs à l'origine de la rente (par exemple le secteur des hydrocarbures), ceux qui dépendent des revenus de secteurs non rentiers mais abrités de la concurrence internationale (par exemple le secteur de la construction et de l'immobilier), et ceux dont le sort dépend au contraire des secteurs exposés à la concurrence internationale (par exemple le secteur manufacturier). Une analyse complète du rôle de l'État comme institution centrale des régimes rentiers doit donc aller au-delà de l'étude de la manière dont le ministère des finances et la banque centrale anticipent les fluctuations du volume de la rente ou gèrent les crises de change provoquées par les variations de la rente.

L'analyse des régimes rentiers a conduit certains économistes à formuler la thèse de la « malédiction des ressources naturelles ». La version de base de cette thèse repose sur des exercices de régression statistique : à partir d'une régression sur 71 pays, Sachs et Warner (1997) décèlent une relation directe et négative entre l'abondance en ressources naturelles³ et le taux de croissance moyen sur la période 1970-1990, ainsi qu'une relation indirecte, mais d'amplitude faible, entre cette abondance et la croissance via la qualité des institutions. Leur conclusion est qu'il serait erroné, sur la base de ces résultats, de subventionner le développement des secteurs manufacturiers pour limiter les effets d'éviction de la rente. La politique que ces auteurs préconisent est au contraire celle de l'ouverture commerciale, susceptible de limiter les effets de distorsion provoqués par la rente en introduisant davantage de concurrence dans l'économie.

Cette interprétation subit toutefois de nombreuses critiques : dans une étude comparative de la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie, Jomo et Rock montrent que l'autoritarisme des régimes politiques de certains pays en développement marqués par la rente ne débouche pas systématiquement sur une double concentration du pouvoir politique et du pouvoir économique, qui empêcherait de stimuler l'industrialisation et la participation du secteur privé aux programmes économiques gouvernementaux :

« although the regimes have often been quite authoritarian in style and method, they have also enjoyed considerable legitimacy by ensuring participation in shared growth, thus also enhancing the credibility of development initiatives, policy and institutions. For example, the export booms since the late 1980s have been associated with greater concessions to and consultation with investors in the real economy » (Jomo et Rock, 1998, p. 37).

Plus largement, le message fondamental de la « malédiction des ressources naturelles » selon lequel les pays abondamment dotés en ressources naturelles présentent des taux de

théorique, avec des applications à l'Amérique latine.

³ mesurée par la part des produits primaires dans les exportations en 1970.

croissance plus faibles sur la durée est mis en doute par de nombreuses études empiriques qui font dialoguer l'économie politique et la sociologie politique et mettent en évidence le rôle des institutions et des politiques dans la transformation de la rente en opportunité de développement (Ross, 2012, Vahabi, 2018). Ces approches soutiennent que sur la longue durée, la relation entre régime politique et régime rentier n'est pas celle qu'infèrent les études sur l'autoritarisme portant sur la période récente. Ainsi, sur la base de l'étude de 168 pays entre 1800 et 2006, Haber et Menaldo (2011) concluent même à une « bénédiction des ressources naturelles » qui associerait abondance et développement démocratique. Toutefois, cette bénédiction ne s'étend pas jusqu'à l'efficacité économique et la soutenabilité politique des régimes rentiers n'est pas systématique, comme le montre la fréquence des guerres et conflits provoqués par la lutte pour l'accès aux rentes de matières premières. Pour expliquer cette relation lâche entre rente et performance macro-économique, Auty (1998) met en cause le leadership politique en insistant sur les erreurs de politique économique réalisées par les dirigeants de pays riches en ressources naturelles. Ces erreurs seraient plus fréquentes dans ce pays que dans les pays moins bien dotés du fait d'une moindre rétribution – politique et économique – des autorités en cas de mise en œuvre de politiques économiques favorisant la durabilité de la croissance.

2. Russie : l'enracinement du régime d'accumulation rentier et ses effets politiques

La rente pétrolière a joué un rôle central dans l'évolution du régime soviétique. Son affaiblissement dans la deuxième moitié des années 1980 n'a pas été étranger à l'effondrement de l'URSS. De même, les fluctuations des prix des hydrocarbures ont indiscutablement influencé la trajectoire économique de la Russie dans les années 1990 (Vercueil, 2002). Mais le régime d'accumulation rentier ne s'installe durablement en Russie qu'à partir des années 2000, sous le double effet de l'augmentation des prix internationaux du pétrole et de la reconstitution de la puissance du leadership politique du pays, illustrée par la concentration progressive des pouvoirs par le président Vladimir Poutine et la reprise de contrôle par l'État d'entreprises clés du secteur pétro-gazier.

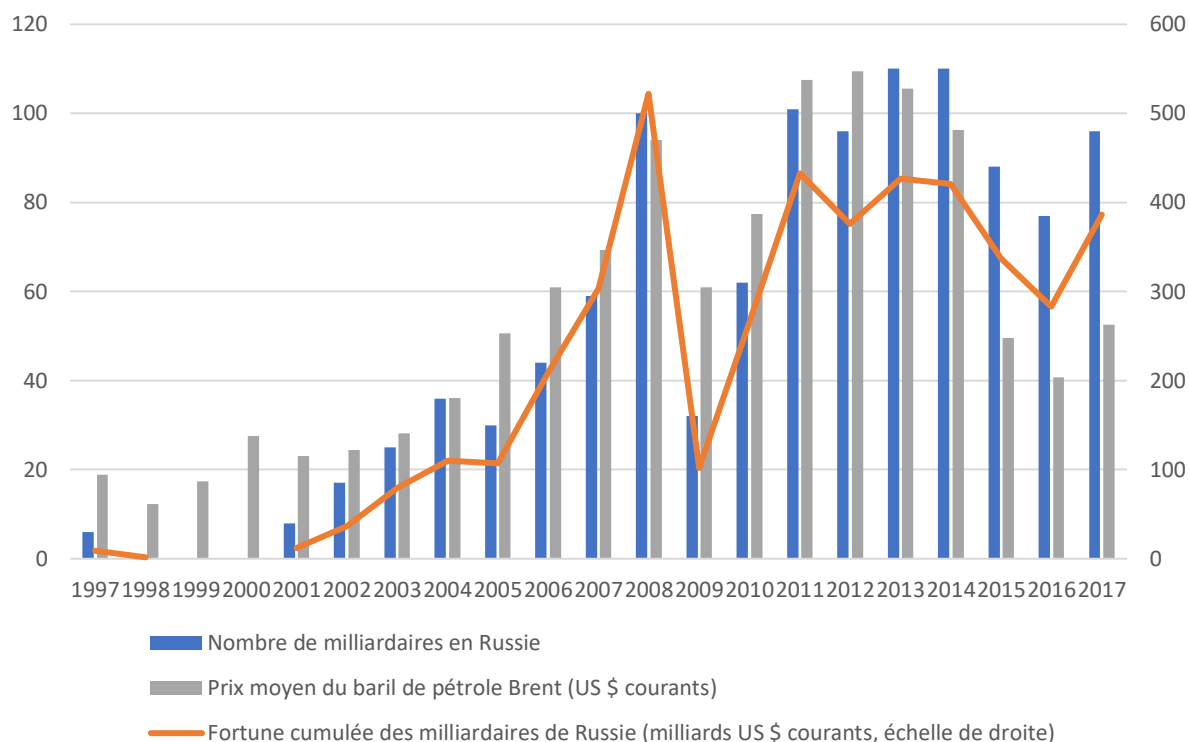
Renouveau du leadership et paradoxe de l'oligarchie

C'est dans le secteur gazier que s'amorce le retournement tant politique qu'économique de la relation entre secteur privé et secteur public. La gouvernance de *Gazprom*, entreprise à capitaux majoritairement privés depuis 1994 occupant une position dominante sur son industrie, est remise en question par les représentants de l'État actionnaire. Ces derniers obtiennent d'abord la révocation de l'ancienne direction, remplacée par des administrateurs loyaux envers le gouvernement. Puis, ils procèdent en 2005 à la vente à l'État d'un bloc d'actions lui garantissant la majorité des droits de vote, ce qui lui permet d'exercer un contrôle complet sur les orientations stratégiques de l'entreprise.

Dans le secteur pétrolier, les géants privés tels que *Lukoil* et *Loukos* se modernisent et tirent de ce fait la production et la productivité de l'industrie vers le haut, tout en bénéficiant de l'expansion accélérée de la rente permise par la hausse des prix mondiaux. Ces évolutions confortent la dynamique rentière. Le gouvernement décide au début des années 2000 de concentrer ses efforts de reprise de contrôle du secteur en misant sur *Rosneft*, resté 100 %

public. En 2004, *Rosneft* acquiert ainsi *Yuganskneftegaz*, entité de production majeure issue du démantèlement judiciaire de *Ioukos*, accusé de malversations et d'évasion fiscale. Avec cette acquisition, *Rosneft* devient l'un des leaders du secteur pétrolier russe au point de contrebalancer, à partir de la fin des années 2000, l'influence de *Gazprom*, jusqu'alors dominante (Vercueil, 2021). Lancée au début des années 2000, la réforme fiscale parachève le redressement des finances publiques en restituant à l'État son pouvoir de levée de l'impôt sur les grandes entreprises extractrices. Portés par cette réforme et la hausse des prix des hydrocarbures, les excédents budgétaires atteignent des sommets et permettent à l'État de regagner son autonomie financière en remboursant par anticipation une partie de sa dette (OECD 2004). L'« affaire Ioukos », qui éclate en 2004, montre également la volonté (et la capacité) de l'exécutif russe d'instrumentaliser l'institution judiciaire pour parvenir à ses fins – ici, la mise hors d'état de nuire d'un concurrent politique sérieux à Vladimir Poutine, Mikhaïl Khodorkhovski. Dans la lutte pour le contrôle de la rente, l'État est devenu l'acteur dominant. Est-ce pour autant la fin des « oligarques » ?

Figure 1. Principales fortunes du pays et prix du pétrole en Russie, 1997-2017



Source : Uzhegov, 2017, International Energy Agency.

La figure 1 montre qu'il n'en est rien. La rente commence à exercer la plénitude de ses effets sur les fortunes les plus élevées de Russie au début des années 2000, qui sont celles de la prise de pouvoir de Vladimir Poutine. Alors qu'on ne dénombrait que 6 milliardaires russes en dollars en 1997, ils sont 30 en 2005, 102 en 2009 et 110 en 2014. Formulée à son arrivée au pouvoir en 2000, la promesse de Vladimir Poutine d'« éliminer les oligarques en tant que classe » (Nougaryède, 2005), a fait long feu. Le graphique 1 met aussi en évidence la relation entre les prix du baril de pétrole et le nombre et la fortune cumulée des milliardaires russes. Bien que l'évolution du nombre de ces milliardaires ne s'écarte pas de la tendance mondiale jusqu'en 2012 (Treisman, 2016), elle montre aussi le caractère rentier de ces fortunes,

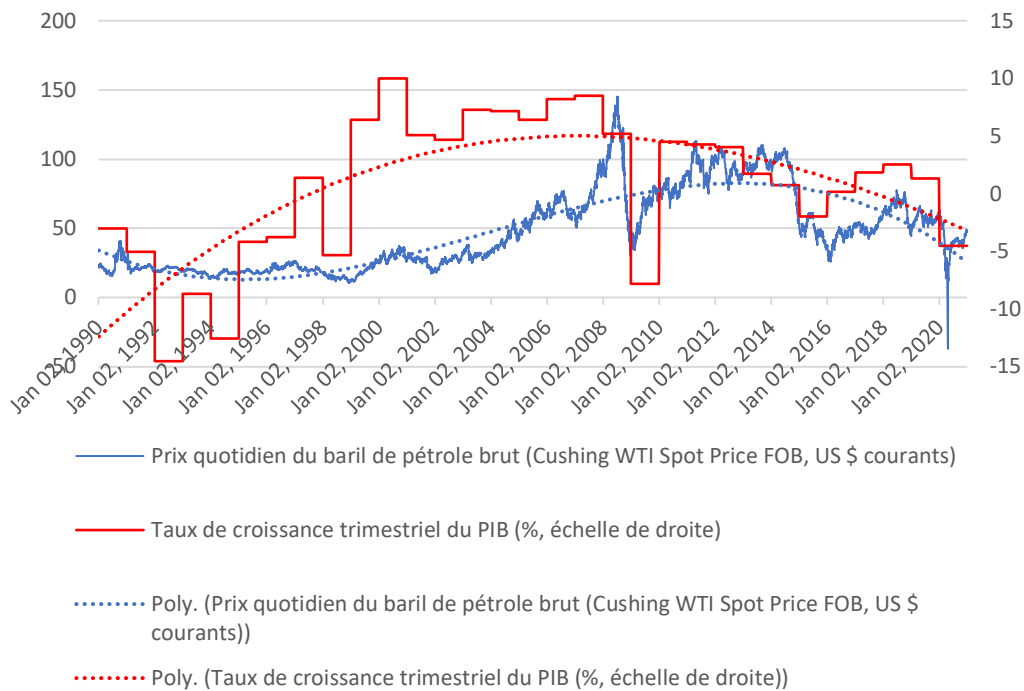
mesurées par la capitalisation boursière de leurs avoirs, le plus souvent situés dans le secteur des matières premières et des produits de première transformation (les métaux en particulier), ou portés par les effets de diffusion (vers la finance, l'immobilier ou d'autres secteurs) de la croissance de la rente⁴. C'est bien là un paradoxe de l'oligarchie russe : si les principaux dirigeants d'entreprises de Russie des années 1990 ont majoritairement quitté le devant de la scène politique durant la décennie suivante, la catégorie a recruté de nouveaux adhérents plus proches du nouveau pouvoir qui ont profité de la stabilité politique des années 2000 et 2010. Jamais autant que sous Vladimir Poutine, pourfendeur auto-proclamé de l'oligarchie, la situation financière des magnats du secteur privé n'aura été aussi florissante.

L'épuisement progressif du régime d'accumulation rentier

Toutefois, les possibilités de développement économique au-delà des secteurs bénéficiaires de la rente tendent à s'épuiser, comme le montre le ralentissement structurel de la croissance russe après la crise financière de 2008. Les estimations de la rente pétrogazière et financière durant les années 2000 à 2015 l'évaluent à 10 à 33 % du PIB en fonction des années (Gaddy et Ickes, 2013 ; Gurvitch et Kudrin 2015). En dépit des exportations de capitaux – soit sous forme illégale de sous-facturation des exportations ou surfacturation des importations, qui en représente l'essentiel, soit sous forme régulière de vrais-faux investissements directs étrangers entre filiales et maisons mères russes implantées dans des paradis fiscaux -, qui représentent environ 2,5 % du PIB, la rente atteint des niveaux largement suffisants pour dominer le régime d'accumulation. Ses fluctuations (en particulier ses chutes en 2009, 2015 et 2020) se reflètent également dans les variations de la conjoncture nationale (figure 2).

⁴ Cette diffusion explique qu'en 2015, la part des milliardaires russes ayant construit leur fortune sur les trois secteurs principaux que sont l'énergie, les métaux et la banque-finance se soit réduite par rapport à 2005, tout en restant prédominante. Hormis ces trois secteurs, les principaux secteurs d'activité des nouveaux milliardaires sont l'immobilier, la chimie et pétrochimie, les télécommunications et transports, les industries agro-alimentaires (Treisman, 2106).

Figure 2. Croissance économique et prix du baril de pétrole en Russie, 1990-2020



De 2000 à 2015, les interventions conjoncturelles de l'État et de la banque centrale participent à l'enracinement du régime d'accumulation rentier dans l'économie russe. L'État tente à la fois de stériliser une part importante de la rente pour limiter ses effets inflationnistes, et d'en réinjecter une partie dans la demande globale par la dépense publique. Il crée pour cela des fonds souverains (fonds de stabilisation puis fonds national de bien-être) dont la mission est contra-cyclique : servir de réserve à mobiliser en situation budgétaire difficile, amortir les effets de surchauffe liées à un gonflement de la rente pétro-gazière en période de croissance. La politique monétaire de la banque centrale, qui parvient peu à peu à s'imposer aux acteurs financiers, se contente d'accumuler des réserves de change pour stériliser les entrées de devises et limiter l'appréciation réelle du rouble. Lors des tensions à la baisse sur le taux de change, ces réserves peuvent être mobilisées pour tenter de respecter le régime de change fixe *de facto* qu'elle a adopté au début des années 2000 pour ancrer les anticipations d'inflation.

Conjointement, politique monétaire et politique budgétaire ont tendance à limiter les capacités de croissance de l'économie russe, pour éviter un emballement porteur de trop de déséquilibres en période faste et des retournements conjoncturels en cas de changement d'orientation des marchés de matières premières. Mais la croissance tendancielle se réduit (figure 2). Cette réduction paraît inexorable dans la mesure où les ressources tirées de l'exploitation de la rente ne sont pas réinvesties dans des programmes structurels permettant de moderniser les infrastructures productives et logistiques du pays dans tous les secteurs, de développer le système éducatif, de recherche et de santé à la hauteur des besoins de la population. Elles ne servent pas non plus à améliorer de manière décisive le cadre institutionnel en permettant aux acteurs économiques nationaux et étrangers de se développer sur l'ensemble du territoire sans craindre de subir les effets contreproductifs

des aventures géopolitiques du leadership russe⁵, de l'insuffisante séparation des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, des conflits d'intérêts présents à tous les niveaux de la hiérarchie administrative, de la corruption et de la criminalité économique.

3. Quelle résilience du mode de régulation gazpromien face aux crises ?

Face aux aléas de la rente, la concentration des intérêts économiques et financiers dans les activités extractives ne peut pas être considérée comme un facteur de résilience. Pourtant, c'est cette concentration qui est à l'origine du mode de régulation de l'économie russe. Ce dernier est constitué des dispositifs destinés à stabiliser le rythme de croissance et à éviter que des déséquilibres excessifs ne se développent. Il articule les comportements spontanés des acteurs privés avec les institutions et politiques publiques destinées à anticiper et gérer les variations de la conjoncture.

En partie redistribués par le pouvoir en place en direction d'une nouvelle élite composée de responsables des « structures de force » (armée, police, services secrets), du cercle des proches petersbourgeois du président et de hauts fonctionnaires, les revenus issus de la rente ont peu à peu constitué des intérêts trop puissants pour être frontalement déstabilisés de l'intérieur (Ledeneva, 2013). Ces groupes d'intérêts, à la tête desquels se trouve certains milliardaires évoqués précédemment, contribuent à peu près loyalement à la gestion politique et sociale de la rente, tout en étant rétribués en retour par des politiques accommodantes à leur égard. La libéralisation du compte de capital en 2006, plus poussée en Russie qu'au Brésil (pourtant fortement financiarisé), qu'en Inde et bien sûr qu'en Chine, montre ainsi l'importance du lobby financier et rentier en Russie, qui en bénéficie directement. Mais elle fragilise aussi le mode de régulation de l'économie russe.

Mis en place au début des années 2000, ce mode de régulation est qualifié de « gazpromien » (Vercueil, 2019). Brièvement résumé⁶, il repose sur trois piliers :

- Premièrement, le périmètre et le champ d'intervention de l'État fédéral s'est étendu à la faveur de la croissance des recettes fiscales permises par sa prise de contrôle de la rente pétro-gazière ; fort de ces nouvelles ressources, l'État s'est doté de capacités de sélection et de protection sectorielle (notamment par la mise en œuvre de normes jouant comme des barrières à l'entrée pour la concurrence étrangère), mais aussi de mise en œuvre de programme de soutiens économiques ciblés sur des industries jugées prioritaires ;
- Deuxièmement, la concentration industrielle et financière de l'économie permet à l'État de trouver dans les grands acteurs sectoriels des relais de sa politique contra-cyclique et d'aider à l'amortissement des chocs financiers, économiques ou sociaux provoqués par les fluctuations de la rente ;
- Troisièmement, la « verticale du pouvoir » (ou verticale exécutive) organisée par Vladimir Poutine dans l'administration publique assure désormais, en dépit du

⁵ Ce chapitre a été rédigé avant la tentative d'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022. La guerre en Ukraine illustre néanmoins les effets de l'aventurisme géopolitique de Vladimir Poutine.

⁶ Pour une présentation plus complète du mode de régulation gazpromien, voir Vercueil, 2019.

la confiance de la population russe dans les capacités régulatrices des autorités de leur pays. La crise financière de 2009 a illustré les effets délétères de la polarisation industrielle et du rôle de la finance dans le mode de régulation gazpromien. Les canaux de transmission de la crise financière internationale vers l'économie russe ont été le commerce international et des mouvements de capitaux. Face à une crise économique dont l'origine était occidentale, les autorités ont assuré avec une confiance excessive que l'économie russe ne serait pas touchée par la crise, jusqu'au surgissement de l'évidence dans les statistiques de la croissance : la Russie a été l'une des économies les plus touchées par la récession (le PIB chute de 7,9 % en 2009), en dépit d'une tentative de politique contra-cyclique fortement expansionniste. Le rouble a subi un nouveau décrochage en 2013, lorsque la réserve fédérale américaine a tendu à revenir sur sa politique de taux bas. L'épisode illustre les effets déstabilisants de la libéralisation du compte financier et des opérations de *carry trade* qu'elle permet pour les agents financiers. En 2015-2016 et 2020 deux nouvelles crises surviennent, dont les causes sont différentes mais les effets tout aussi importants sur le niveau de vie des ménages et l'investissement des entreprises. Le conflit en Ukraine en 2014 et la chute de la demande mondiale provoquée par la pandémie et les confinements en 2020 ont à nouveau raison des dispositifs de protection contre la récession mis en place en Russie. Dans les deux cas, les grands groupes extractifs et les acteurs principaux du système bancaire et financier sont touchés. Ils doivent faire appel au soutien de l'État pour faire face à leurs échéances dans un contexte de forte chute des prix des matières premières. D'une durée plus ou moins longue, ces crises sont suivies de reprises de moins en moins vives et durables (figure 2) : 3 % entre 2010 et 2014, 1,4 % entre 2016 et 2019. D'année en année, le mode de régulation gazpromien semble perdre de son efficacité.

Conclusion

Face aux difficultés croissantes du mode de régulation gazpromien à contrer le ralentissement structurel de l'économie russe, la question politique et sociale est redevenue centrale en Russie depuis 2015. En multipliant les frustrations face aux demandes non satisfaites, le régime finit par subir une érosion de sa légitimité, en dépit de ses tentatives pour renouveler le compromis qui a fait la popularité de Vladimir Poutine et qui repose sur l'acceptation d'une restriction de leurs libertés de contestation politique en échange d'une plus grande stabilité institutionnelle et d'une amélioration continue des conditions de vie. Aujourd'hui, la Russie est, avec la Lituanie, le pays le plus inégalitaire des États post-socialistes (EBRD, 2010), et ce en dépit du fait que tous les déciles de la distribution des revenus intègrent une forte proportion (plus de 40 %) de revenus de transferts. La dégradation des conditions d'existence d'une part croissante de la population depuis 2015 constitue une brèche profonde dans le compromis poutinien.

Les accidents de parcours que représentent pour le pouvoir fédéral les mouvements locaux de protestations sont le plus souvent traités, comme au temps soviétique, par des mesures symboliques – sanction d'un gouverneur de région, sermon public d'un directeur d'entreprise y compris privée -. La désignation d'un danger extérieur (l'invasion de produits en provenance de l'Union Européenne, la menace militaire de l'OTAN, le renversement de régimes amis orchestrés par les services secrets occidentaux) est une autre réponse couramment apportée par le pouvoir russe à ces coups de semonce, dont la base est le plus souvent socio-économique. La guerre en Ukraine est la dernière illustration en date de la

tentation, pour le pouvoir en place, d'instrumentaliser une menace extérieure supposée pour renouveler la légitimité politique d'un pouvoir qui échoue depuis dix ans à améliorer durablement le sort de la population, faute de s'être doté à temps des capacités de dompter les variations de la rente énergétique.

Bibliographie

- Bellal S. (2011), « Problématique du changement institutionnel en Algérie : une lecture en termes de régulation », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 2011, nouvelle série 2011(01), pp.43-71. halshs-00606391
- Boyer R. (2015), *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*. Paris : La découverte, coll. "Repères".
- Corden W. M., Neary J.-P., "Booming sector and de-industrialisation in a small open economy", *ILASA Collaborative Paper*, September 1982.
- EBRD (2010), *Recovery and Reform - Transition Report*, London, European Bank for Reconstruction and Development.
- Faudot A. (2014), « Le régime rentier d'accumulation en Arabie saoudite et son mode de régulation », *Revue de la régulation* [En ligne], 16 | 2e semestre / Autumn 2014. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/11033> ; DOI : 10.4000/regulation.11033
- Gaddy C., Ickes B. (2013) « Russia's Dependence on Resources », in Alexeev Michael V. et Weber Shlomo, *The Oxford Handbook of The Russian Economy*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 309-340.
- Grouiez P., Vercueil J., Volkov D. (2020) "Beyond oil: the international integration of the Russian economy between macroeconomic constraints and sectoral dynamics", *Post-Communist Economies*, DOI: 10.1080/14631377.2020.1867462
- Gurvitch E., Kudrin A., (2015), « A New Growth Model for the Russian Economy », *Russian Journal of Economics*, vol. 1, n° 1, 2015, p. 30-54.
- Haber, S. & Menaldo, V. (2011). "Does oil fuel authoritarianism? A reevaluation of the resource curse", *American Political Science Review*, 105(1), 1-26.
- Jomo K. S., Rock M. (1998), "Economic Diversification and primary commodity processing in the second-tier south-east Asian newly industrializing countries", *UNCTAD Discussion paper* n°136, June 1998.
- Juillet [Lipietz] A. (1971), « Sur la rente foncière urbaine », *La vie urbaine*, 1971, n°4.
- Laclau E. (2005 :2008), *La raison populiste*, Paris, Seuil, «L'ordre philosophique», 2008 (1^{ère} éd. angl. 2005).
- Ledeneva A. (2013), *Can Russia Modernise? Sistema, Power Networks and Informal Governance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Nougaryède N. (2005), « Les oligarques et le pouvoir : la redistribution des cartes », *Pouvoirs*, 2005/1 (n°112), p. 35-48.
- Ross, M. (2012). *The oil curse: how petroleum wealth shapes the development of nations*. Princeton: Princeton University Press.

Sachs J. D., Warner A. M. (1997), "Natural resource abundance and economic growth", *Center for International Development and Harvard Institute for International Development*, Harvard University, November 1997.

Treisman D. (2016), "Russia's Billionaires", *American Economic Review*, Papers and proceedings, 2016, 106(5), 236-241.

Uzhegov S. (2017), *Capital concentration and petroleum abundance in economies of Eurasia – Russia, Kazakhstan and Azerbaijan: microeconomic performance and macroeconomic dynamics*, these de doctorat en sciences économiques, Paris, Université Paris Diderot, Novembre 2017.

Vahabi M. (2018), "The resource curse literature as seen through the appropriability lens: a critical survey", *Public Choice*, 175, 393–428 (2018). <https://doi.org/10.1007/s11127-018-0533-5>

Vercueil J. (2002), *Transition et ouverture de l'économie russe (1992-2002). Pour une économie institutionnelle du changement*, Paris, L'Harmattan, « Pays de l'Est ».

Vercueil J. (2019), *Économie politique de la Russie. 1918-2018*, Paris, Le seuil, Points, 2019.

Vercueil J. (2021), « Entre l'Etat russe et les marchés mondiaux : les transformations stratégiques de Gazprom et Rosneft (1989-2017) », *Entreprises et histoire*, 2021(2), n°103, 144-162.